

STAATSRAT, VERWALTUNGSSTREITSACHENABTEILUNG

DIE KAMMER Vbis

ENTSCHEID

Nr. 242.247 vom 4. September 2018

A. 216.607/Vbis-168

In der Rechtssache : **1. Friedrich Carl BOURSEAUX,**
2. Helga HEYDASCH,
Wahlmizil bei
Herrn Edgar DUYSER, Rechtsanwalt,
Vervierser Straße 10
4700 Eupen,

gegen :

die Wallonische Region,
vertreten durch ihre Regierung,
Wahlmizil bei
Herrn Xavier DRION, Rechtsanwalt,
rue Hullos 103-105
4000 Lüttich.

Beitretende Partei :

die Gebäuderegie,
Wahlmizil bei
den Herren Didier MATRAY, Pierre LEJEUNE
und Frau Alexandra HENKES, Rechtsanwälte,
rue des Fories 2
in 4020 Lüttich.

I. Gegenstand des Antrags

Mit der am 31. Juli 2015 eingereichten Klageschrift beantragen die Kläger die Nichtigkeitserklärung und die Aussetzung der Ausführung des Beschlusses der beauftragten Beamtin vom 15. Mai 2015, der der Gebäuderegie eine Städtebaugenehmigung betreffend die Errichtung und den Aus- und Umbau des Staatsarchivgebäudes gelegen in Eupen, Kaperberg 8, Flur D, Nrn. 22b und 23b gewährt.

II. Verlauf des Verfahrens

Mit der am 31. August 2015 eingereichten Antragschrift bittet die Gebäuderegie darum, als beitretende Partei zugelassen zu werden.

Dieser Beitritt wurde durch Beschluss vom 3. Februar 2016 genehmigt.

Durch Entscheid Nr. 233.716 vom 3. Februar 2016 wurde die Aussetzung der Ausführung abgewiesen.

Die klagenden Parteien haben einen Antrag auf Fortsetzung des Verfahrens ordnungsgemäß eingereicht.

Die Verwaltungsakte wurde hinterlegt.

Die Erwiderungs-, Replik- und Beitrittsschriftsätze wurden den Parteien ordnungsgemäß gegenseitig zugestellt.

Herr Roger WIMMER, Erster Auditor beim Staatsrat, hat einen Bericht gemäß Artikel 12 der allgemeinen Verfahrensordnung erstattet.

Der Bericht wurde den Parteien zugestellt.

Die Parteien haben einen letzten Schriftsatz hinterlegt.

Durch einen Beschluss vom 14. September 2017 wurde die Sache auf die Sitzung vom 6. November 2017 anberaumt.

Herr Wouter PAS, Staatsrat, hat Bericht erstattet.

Herr Edgar DUYSER, Rechtsanwalt, der für die Kläger erscheint, Herr Xavier DRION, Rechtsanwalt, der für die beklagte Partei erscheint, und Herr Markus KRINGS, Rechtsanwalt, der für die beitretende Partei erscheint, wurden angehört.

Herr Roger WIMMER, Erster Auditor, hat eine mit diesem Entscheid gleichlautende Stellungnahme abgegeben.

Die in Titel VI Kapitel II der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat enthaltenen Bestimmungen über den Sprachengebrauch wurden angewandt.

III. Sachverhalt

1. Am 23. Dezember 2014 reicht die beitreteende Partei bei der beklagten Partei einen in französischer Sprache verfassten Antrag auf Städtebaugenehmigung betreffend die Errichtung und den Aus- und Umbau des Staatsarchivgebäudes gelegen in Eupen, Kaperberg 8, Flur D, „Nrn. 22a und 23a“ (*man lese : Nrn. 22b und 23b*), ein.

2. Vom 5. bis zum 20. Februar 2015 findet eine öffentliche Untersuchung statt. 87 Beschwerden gehen ein, darunter mehrere Beschwerden seitens der Kläger.

3. Am 15. Mai 2015 trifft die beklagte Partei folgenden Beschluss :

„ Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne tel que modifié notamment par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 ainsi que par les arrêtés du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 respectivement relatifs à l'organisation de l'évaluation des incidences sur l'environnement et à la liste des projets soumis à étude d'incidences;

Considérant que la Régie des Bâtiments LIÈGE a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis à 4700 EUPEN, Kaperberg 8, cadastré section D, n° 22a et 23a, et ayant pour objet la rénovation des immeubles existants et construction d'une nouvelle extension (Archives de l'Etat);

Considérant que la demande de permis a été déposée à la Fonctionnaire déléguée de la Direction d'Eupen de la Direction Générale Opérationnelle, Département Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie, par porteur contre accusé de réception daté du 23.12.2014;

Considérant que des documents supplémentaires sont parvenus à la Fonctionnaire Déléguée par porteur contre accusé de réception en date du 07.01.2015, le délai visé à l'article 127, § 4 prend cours à cette date;

Considérant que cette demande fait suite au permis refusé le 28 mars 2014 à cause des avis défavorables de la Ville d'Eupen et de la DGO3 – Département Nature et Forêts concernant la nécessité d'abattre un orme pour implanter le projet; que le projet a été modifié en conséquence afin de pouvoir conserver l'orme exceptionnel;

Considérant que dans le cadre de la présente demande, celle-ci répond aux critères de l'article 127, § 1er, 1°, du C.W.A.T.U.P.E., soit que le dossier est introduit par une personne de droit public, à savoir dans le cas présent par la Régie des Bâtiments LIÈGE (article 274, 12°, du CWATUPe).

Dès lors, le présent dossier doit bien être traité sur base des dispositions de l'article 127 du C.W.A.T.U.P.E.;

Considérant que la demande de permis ne concerne pas un projet figurant sur la liste arrêtée par le Gouvernement et qui, en raison de sa nature, de ses dimensions ou de sa localisation, est soumis à étude d'incidences sur l'environnement, compte tenu des critères de sélection visés à l'article D.66 du Code de l'environnement;

Considérant que la demande de permis est accompagnée d'une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, que cette notice est complète en identifiant, décrivant et évaluant de manière appropriée, les effets directs et indirects, à court, à moyen et à long terme, de l'implantation et de la mise en œuvre du projet sur l'homme, la faune et la flore; le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage; les biens matériels et le patrimoine culturel; l'interaction entre les facteurs visés ci-avant;

Considérant que la demande de permis n'est pas accompagnée d'une étude d'incidences, que l'autorité estime au vu de la notice précitée et des plans, que tenant compte des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66, § 2, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement;

Considérant que le bien est situé en zone d'habitat au plan de secteur de VERVIERS – EUPEN adopté par l'A.R. du 23/01/1979, et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

Considérant que le bien se situe également :

- dans un périmètre d'intérêt culturel, historique ou esthétique;
- partiellement dans un périmètre visé à l'article 393 relatif aux centres anciens protégés;
- proche des bâtiments classés : Kaperberg 2-4 (arrêté de classement : 03.08.1956) et Kaperberg 31-33 (arrêté de classement : 25.03.1983);

Considérant que la demande concerne, partiellement, un bien classé (Kaperberg 8 (arrêté de classement : 25.03.1983)), qu'il s'agit de la partie ancienne située à front de voirie;

Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé :

- Le règlement général sur les bâtisses relatif à l'accessibilité et à l'usage des espaces et bâtiments ou parties de bâtiments ouverts au public ou à usage collectif par les personnes à mobilité réduite – (Art. 414 et sv);

- Le règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme – Centre ancien d'EUPEN – (Art. 393 et svt);
- Le règlement général d'urbanisme relatif aux enseignes et aux dispositifs de publicité – (Art. 431 et svt);

Considérant que la demande a pour objet la transformation et l'extension de bâtiments existants destinés à accueillir les Archives de l'État;

Considérant que l'avant du terrain est soumis au règlement général relatif aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme; que le projet d'extension est situé plus ou moins à moitié dans cette zone, à cheval sur la limite du périmètre;

Considérant que l'extension prend place dans la zone de protection du bien classé;

Considérant que le bâtiment classé n'est pas modifié extérieurement; que l'aile plus récente, qui lui est perpendiculaire à l'arrière, garde la même volumétrie mais que ses baies et parements sont modifiés côté cour; qu'il est prévu de couvrir ladite aile de crépi blanc et d'un bardage en lattage bois; que ces matériaux s'harmonisent avec ceux de la façade à rue du bâtiment principal constitués de pierres, permettent d'unifier l'aile rénovée et la nouvelle extension, et font écho aux matériaux utilisés pour l'extension de l'école qui jouxte le projet;

Considérant que la nouvelle extension prend place à l'arrière de l'aile existante rénovée, sur une profondeur allant jusqu'à 16,5 mètres par rapport à la façade arrière de l'aile existante; qu'elle s'étend à l'arrière des jardins de deux habitations voisines, à 5 mètres des limites de propriété ; qu'elle est partiellement enterrée ; qu'elle présente une toiture plate culminant à environ 11 mètres côté cour située au nord (point le plus haut); qu'elle est également prévue en crépi blanc et en bardage lattage bois;

Considérant que la demande de permis n'est pas conforme au règlement général sur les bâtisses applicable dans le centre ancien d'Eupen – (Art. 393 et svt) et que le demandeur sollicite une dérogation auxdites prescriptions sur les points suivants :

- la hauteur de la nouvelle extension n'est pas en équilibre avec celle des constructions voisines;
- la toiture plate n'est pas autorisée;
- la construction prend place en zone de cours et jardins où aucune construction nouvelle ne peut être édiflée.

Considérant que la demande de permis a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le motif suivant :

Selon l'article 330, 11°, à savoir :

11° les demandes de permis de lotir ou de permis d'urbanisme impliquant l'application des articles 110 à 114;

Considérant que l'enquête publique a été réalisée du 05.02.2015 au 20.02.2015;

Considérant que 87 réclamations ont été introduites,

Que 7 courriers émanent de riverains du projet :

- o 3 courriers émanent de la même adresse (Bourseaux-Heydasch, M. F-C Bourseaux, Mme Helga Heydasch) : Kaperberg 10;
- o 1 courrier de la famille Sauerbier-Gohla : Kaperberg 12;
- o 1 courrier de M. Jakob Kittel : Kaperberg 14;
- o 1 courrier de Mme Irmgard Bosten : Kaperberg 20;
- o 1 courrier de M. Vincent Lohay : Kaperberg 22;

Que les 80 autres réclamations émanent de personnes habitant loin de Kaperberg 8 (loin du site dans la rue, autres villages, quartiers éloignés);

Que les réclamations peuvent être résumées comme suit :

- o refus de la construction d'un bâtiment disproportionné d'une hauteur de 9,60 m dans la zone de cours et jardins;
- o l'influence sur la vue vers le parc et sur la durée de l'exposition au soleil des jardins;
- o la possibilité de trouver un site existant et vide en alternative à Eupen;

Considérant que le rapport du Collège Communal fait état d'une réunion de concertation qui s'est tenue le 18.03.2015 entre les riverains, la Régie des Bâtiments, les Archives de l'État, la Ville d'Eupen et le Ministre-Président de la Communauté germanophone Oliver Paasch organisée par la Communauté Germanophone, il en ressort les points suivants :

- les riverains ont demandé qu'un autre site soit trouvé ou que le bâtiment soit moins haut;
- les Archives de l'État ont expliqué qu'ils ont déjà revu leur projet à la baisse de 20 % (12 km de rayonnages au lieu de 15 km) par rapport au projet refusé et qu'ils ne peuvent pas aller en-dessous de cette limite pour pouvoir assurer les besoins dans le futur;
- la Régie des Bâtiments a expliqué que la forme et la hauteur du bâtiment résultent des contraintes inhérentes au site (la place restant entre les deux arbres remarquables et la rampe pour l'accès des véhicules d'incendie) et les besoins des Archives de l'État, qu'il n'est pas possible d'enterrer le bâtiment d'un niveau supplémentaire à cause de la présence d'eaux souterraines; que le site de l'Eupen Plaza a déjà été étudié en alternative mais que structurellement il ne convient pas; que s'il faut étudier un autre site hors d'Eupen, cela cause un problème de planning pour les Archives de l'État et l'école 'Pater Damian';
- l'architecte a indiqué que l'éventuelle ombre portée par le bâtiment dans le jardin des riverains ne serait que tôt le matin ; que le projet a été reculé (par rapport au projet de 2014) par rapport au mur de jardin des voisins à 5,00 m au lieu de 2,80 m et a proposé de végétaliser cet espace et le mur visible depuis les jardins des riverains;

Considérant que les locaux des Archives de l'État libérés après la mise en œuvre de la présente demande de permis sont destinés à être récupérés par l'école 'Pater Damian' qui en a besoin pour assurer le bon fonctionnement de son école;

Considérant que l'article 113 du code dispose que : 'Pour autant que les actes et travaux projetés soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage, un permis d'urbanisme peut être octroyé en dérogation :

1° aux prescriptions d'un règlement régional d'urbanisme, d'un règlement communal d'urbanisme, d'un plan communal d'aménagement ou aux prescriptions ayant valeur réglementaire d'un permis de lotir, dans une mesure compatible avec la destination générale de la zone considérée et les options urbanistique ou architecturale (...);

Considérant que l'article 114 du code dispose quant à lui que : 'Pour toute demande de permis qui implique l'application des dispositions de la présente section, une ou plusieurs dérogations peuvent être accordées, à titre exceptionnel, pour autant que la demande soit préalablement soumise aux mesures particulières de publicité déterminées par le Gouvernement ainsi qu'à la consultation visée à l'article 4, alinéa 1er, 3° (...);

Considérant que dans son rapport, le Collège Communal demande que le niveau de la toiture de l'extension soit descendue afin d'être au même niveau que la toiture de la cabine électrique existante, c'est-à-dire d'environ 1,8 m, que cette hauteur est proche de la hauteur d'un étage, que vu l'information donnée par la Régie des Bâtiments lors de la réunion de concertation, ça n'est pas envisageable;

Considérant que la nouvelle extension est 2,4 mètres plus haute que l'extension existante à rénover; que le programme projeté nécessite quatre étages; qu'une partie du bâtiment est déjà enterré mais qu'afin de rapprocher les gabarits, il conviendrait de descendre le niveau 280.53 du bâtiment d'un mètre; que la différence de hauteur de 1,4 mètre qui resterait entre l'extension nouvelle et l'ancienne est acceptable; que la hauteur de la nouvelle extension serait similaire à celle du nouveau bâtiment de l'école; que l'option architecturale du règlement serait préservée;

Considérant que la toiture plate est de même typologie que celle de l'extension à laquelle le projet s'accolle, ce qui permet de garder une harmonie entre ces bâtiments; que de plus, elle permet de réduire la hauteur de la nouvelle extension pour un volume utile maximalisé; que de nombreux bâtiments dans les environs immédiats présentent une toiture plate; que l'option architecturale du règlement n'est pas compromise;

Considérant que le règlement général relatif aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme a pour objectif de préserver les jardins des ilots bâtis sur leur pourtour; que les lieux ne se présentent pas sous la forme d'un ilot bâti sur son pourtour; qu'à gauche, une école s'étend sur une profondeur bien plus importante que le projet et occupe tout l'arrière des terrains avoisinants; que l'extension projetée ne déstructure aucunement le tissu bâti existant, mais s'inscrit au contraire dans la logique de développement de l'école voisine; que par ailleurs le projet est situé en périphérie du périmètre, la limite du périmètre d'application du règlement coïncidant avec la limite arrière de la parcelle cadastrale n° 23b; que le projet ne va pas à l'encontre d'une option urbanistique du règlement;

Considérant que le projet respecte les lignes de force du paysage caractérisé principalement par les bâtiments de l'école dans cette partie du terrain; que le caractère exceptionnel de la dérogation est justifié par le programme projeté qui est d'utilité publique;

Considérant que le projet préserve le bâtiment classé, et que les travaux de rénovation et d'extension prévus ne perturbent pas la lecture de ce bâtiment patrimonial;

Considérant que, par rapport aux jardins qu'elle surplombe, la nouvelle extension présente des hauteurs respectivement de 7,6 et 7 mètres, qu'il conviendra de baisser d'un mètre; que l'impact du projet sur l'ensoleillement des parcelles voisines sera moindre que celui des arbres existants qui seront abattus (voir à ce propos la photo 6a du reportage photographique de la situation actuelle et le dessin de la 'vue des jardins Kaperberg 10, 12 et 14' transmis avec le rapport du Collège et enregistré par mes services le 31/03/2015); que la distance qui sépare la nouvelle extension des habitations est d'environ 34 à 35 mètres; qu'est prévu, entre la façade et la limite de propriété, la plantation de trois arbres et que la façade va être végétalisée conformément à la proposition de la Régie des Bâtiments du 23.03.2015 jointe au rapport du Collège Communal ; que l'impression d'enfermement dont il est fait état dans les réclamations sera très relative et atténuée par les mesures imposées;

Considérant que le projet a été revu par rapport à la demande précédente qui a été refusée pour préserver l'orme appelée à être repris sur la liste des arbres remarquables vu qu'il s'agit d'un des 20 ormes les plus vigoureux connu en Région Wallonne; qu'il y a une mortalité dramatique des arbres de cette espèce les dernières décennies en Europe ; qu'il conviendra de respecter les conditions imposées dans l'avis du DNF de la DGO3 à son sujet;

Considérant qu'à proximité du site, il y a un platane classé sur la liste officielle des arbres remarquables, que les conditions de protection imposées dans l'avis du DNF lui sont applicables également;

Considérant que les réclamations et observations formulées lors de l'enquête ne sont que partiellement fondées vu l'argumentation développée ci-dessus;

En conséquence, les dérogations sont accordées;

Considérant que les services ou commissions visées ci-après ont été consultés :

- la Direction Générale Opérationnelle – Département de la Nature et des Forêts, Direction de Malmedy; que son avis sollicité en date du 22.01.2015 et transmis en date du 23.02.2015 est favorable conditionnel;
- le Service Régional d'Incendie; que son avis sollicité en date du 22.01.2015 et transmis en date du 07.04.2015 est favorable conditionnel;
- la Commission Royale des Monuments, Sites et Fouilles; que son avis sollicité en date du 22.01.2015 est réputé favorable par défaut;

Considérant que l'avis du Collège Communal a été sollicité en date du 22.01.2015 et transmis en date du 31.03.2015; que son avis est favorable conditionnel;

Considérant que suite à la réunion de concertation, la Régie des Bâtiments a fourni les documents suivants au Collège Communal qui les a joints en annexe de son rapport :

- Une documentation permettant d'imager la proposition de mur végétalisé;
- Une vue depuis les jardins des riverains superposant la situation actuelle (très grands sapins) avec le projet;
- Une étude à différents moments de l'année et à différents moments de la journée de la position du soleil sur le site;

Vu l'article 26 du C.W.A.T.U.P.E.;

Vu les plans immatriculés en mes services en date du 23.12.2014;

Vu les plans supplémentaires immatriculés en mes services en date du 07.01.2015;

DÉCIDE :

Article 1^{er}. – Le permis d'urbanisme sollicité par la Régie des Bâtiments Liège est octroyé.

Le titulaire du permis devra respecter les conditions suivantes :

- La hauteur de la nouvelle extension sera diminuée d'un mètre afin de descendre le niveau de la toiture au niveau 279,53;
- Le mur donnant vers le jardin des riverains sera végétalisé avec la technique de «mur végétal » proposée dans le dossier;
- Les conditions particulières suivantes de l'avis du DNF : [...]
- Les conditions particulières suivantes de la Ville d'Eupen;
- L'espace entre l'extension du projet et le mur de jardin sera planté avec 3 arbres feuillus haute-tiges d'essences régionales de ferme columnaire (par exemple : Acer platanoides 'Olmsted'; Acer rubrum 'Scanlon', Carpinus betulus 'Frans Fontaine'). Ils devront avoir une certaine hauteur à la plantation (la circonférence du tronc 18-20cm);
- Les arbres remarquables existants sont à maintenir et des mesures de protection spécifiques seront prises durant la phase de chantier;
- Les conditions particulières du service technique de la Ville d'Eupen:[...];
- Les conditions habituelles de la Ville d'Eupen: [...]"

Es handelt sich um die beanstandete Entscheidung.

IV. Erster und zweiter Klagegrund

IV.1. Standpunkt der Kläger

In den ersten und zweiten Klagegründen führen die Kläger einen Verstoß gegen Artikel 2 beziehungsweise Artikel 3 des Gesetzes vom 29. Juli 1991 über die ausdrückliche Begründung der Verwaltungsakte⁴ an.

Die Kläger behaupten, dass eine formelle korrekte Motivierung der angefochtenen Verwaltungsentscheidung nicht vorliege, beziehungsweise dass die Entscheidung nicht mit Angabe der rechtlichen und faktischen Entscheidungsgrundlagen gefällt worden sei.

Sie tragen vor, dass (a) in der beanstandeten Entscheidung nicht im Geringsten konkret und nachvollziehbar auf die Einspruchsgründe der Anrainer eingegangen werde, und dass diese Entscheidung sich auf die Feststellung beschränke, dass „les réclamations et observations formulées lors de l'enquête ne sont que partiellement fondées vu l'argumentation développée ci-dessus“.

Außerdem führen die Kläger an, dass (b) die strittige Entscheidung in Bezug auf die Stellungnahme des Gemeindegremiums der Stadt Eupen, die eine Reduzierung der Bauhöhe auf 1,80 Meter befürworte, sich auf die Bemerkung „ça n'est pas envisageable“ beschränke. Diese Begründung sei weder sachlich noch rechtlich ausreichend motiviert, und stelle somit keine ausreichende formelle Motivierung dar.

In ihrem Repliksschriftsatz fügen die Kläger zu diesem Punkt hinzu, es gehe in diesem Rahmen nicht an, zu behaupten, dass die Bauhöhe des nunmehr um einen Meter reduzierten neuen Baukorpus in etwa der Höhe der angrenzenden Schulbauten entspreche. Ein Vergleich mit der Höhe der Schulbauten stelle keine adäquate Begründung dar, weil die Schulbauten sich mehr als 100 Meter entfernt von der Wohnzone befänden.

Ebenfalls legen die Kläger dar, dass (c) die angefochtene Entscheidung zwar Artikel 26 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (WGRSEE) zitiere, jedoch nicht im Geringsten darauf eingehe, inwiefern es hier zur Anwendung der Ausnahmeregelung gemäß Absatz 2 dieses Artikels kommen solle. Der Verweis auf Artikel 26 WGRSEE ohne zu präzisieren, inwiefern sachliche oder rechtliche Argumente bestehen, um den

entsprechenden Absatz 2 dieses Artikels anzuwenden, könne nur als Missachtung des Artikels 3 des vorgenannten Gesetzes vom 29. Juli 1991 gewertet werden.

In ihrem Repliksschriftsatz fügen die Kläger diesbezüglich hinzu, dass von einer „Nachbarschaftsverträglichkeit“ im Sinne des Artikels 26 WGRSEE keinesfalls die Rede sein könne, weil ihr Grundstück sehr wohl eingekesselt werde und der Schattenwurf eines 7,60 Meter bzw. 6,60 Meter hohen Gebäudes auf ihren kleinen Garten und Wohnbereich erheblich sei.

In Bezug auf den zweiten Klagegrund behaupten die Kläger obendrein, dass (d) in der angefochtenen Entscheidung zwar auf Artikel 397 WGRSEE, der vorsieht, dass in Höfen und Gärten kein Neubau errichtet werden darf, hingewiesen werde, und dass das in dieser Bestimmung enthaltene Verbot jedoch in einer inadäquaten und vollkommen unangemessenen Anwendung des Artikels 113 WGRSEE umgangen werde. Sie zitieren die Rechtsprechung des Staatsrates aus der hervorgehe, dass Abweichungen von den Vorschriften einer regionalen Städtebauordnung gemäß Artikel 113 und 114 WGRSEE nur gewährt werden können, wenn aus der Verwaltungsentscheidung hervorgehe, dass die in dieser Bestimmung enthaltenen Bedingungen erfüllt sind. Aus der angefochtenen Entscheidung sei nicht ersichtlich, dass dies *in casu* der Fall sei.

In ihrem Repliksschriftsatz stellen die Kläger ebenfalls fest, dass aus den von der beitretenen Partei hinterlegten Aktenstücken hervorgehe, dass der Finanzinspektor die beitretenen Partei bereits in einem Schreiben vom 15. Februar 2012 aufgefordert habe, schnellstens eine Städtebaubescheinigung gemäß Artikel 150bis §2 WGRSEE zu beantragen. Dieser Aufforderung sei offensichtlich keine Folge geleistet worden.

In ihrem letzten Schriftsatz kritisieren die Kläger die im Auditoratsbericht enthaltene Argumentation zu vorstehendem Punkt c). Laut dem Auditoratsbericht enthalte die angefochtene Entscheidung „wenn nicht explizit, so doch implizit“ eine Begründung der Verträglichkeit des Projekts mit der Hauptbestimmung des Wohngebietes und dessen Vereinbarkeit mit der Nachbarschaft im Sinne von Artikel 26 Absatz 2 WGRSEE. Laut den Klägern sei diese Auffassung nicht zulässig, da eine implizite Begründung keineswegs einer formellen Begründung im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes vom 19. Juli 1991 gleichgestellt werden könne.

IV.2. Beurteilung

Laut dem vorgenannten Gesetz vom 29. Juli 1991 muss die beanstandete Entscheidung formell begründet und die Begründung richtig, triftig und rechtlich zulässig sein. Eine besondere Begründungspflicht gilt, wenn im Rahmen einer öffentlichen Untersuchung Beschwerden eingegangen sind, wenn die Verwaltungsbehörde von erteilten Gutachten abweicht oder wenn sie Abweichungen gewährt.

Die Motivierung muss den betroffenen Personen erlauben, sich zu vergewissern, dass die Entscheidung nach Prüfung der Umstände der Angelegenheit getroffen wurde. Die Verwaltungsbehörde muss anhand der formellen Motivierung ihrer Entscheidung darlegen, dass sie die gute Raumordnung und die Besonderheiten der betroffenen Örtlichkeiten in Betracht gezogen hat.

Was die Antwort auf die Einsprüche der Anrainer betrifft (a)

In Bezug auf die bei der öffentlichen Umfrage geltend gemachten Einwände muss die angefochtene Entscheidung in ihrer Begründung die rechtlichen und faktischen Gründe angeben, die ihr zugrunde liegen, wobei der Präzisionsgrad der Antwort demjenigen der Einwände entsprechen muss. Die Begründungspflicht beinhaltet nicht, dass auf jedes einzelne Argument eines Einsprechers einzugehen ist. Es reicht aus, wenn die Begründung es ermöglicht zu verstehen, warum eine Genehmigung erteilt wird.

Wie aus der beanstandeten Entscheidung hervorgeht, beziehen sich die Einwände auf (1) die Ablehnung des Baus eines unverhältnismäßig großen Gebäudes mit einer Höhe von 9,60 Metern in einer Zone von Höfen und Gärten, (2) den Einfluss auf die Sicht in den Park und auf die Dauer der Sonnenbestrahlung der Gärten und (3) die Möglichkeit, ein bestehendes und leeres Alternativgebäude in Eupen zu finden.

Wie in der Präambel der beanstandeten Entscheidung hervorgehoben wird, wurde bereits in der Konzertierungsversammlung Folgendes festgehalten:

- „ Considérant que le rapport du Collège Communal fait état d'une réunion de concertation qui s'est tenue le 18.03.2015 [...], il en ressort les points suivants :
- les riverains ont demandé qu'un autre site soit trouvé ou que le bâtiment soit moins haut;
 - les Archives de l'État ont expliqué qu'ils ont déjà revu leur projet à la baisse de 20 % (12 km de rayonnages au lieu de 15 km) par rapport au projet refusé et qu'ils ne peuvent pas aller en-dessous de cette limite pour pouvoir assurer les besoins dans le futur;

- la Régie des Bâtiments a expliqué que la forme et la hauteur du bâtiment résultent des contraintes inhérentes au site (la place restant entre les deux arbres remarquables et la rampe pour l'accès des véhicules d'incendie) et les besoins des Archives de l'État, qu'il n'est pas possible d'enterrer le bâtiment d'un niveau supplémentaire à cause de la présence d'eaux souterraines; que le site de l'Eupen Plaza a déjà été étudié en alternative mais que structurellement il ne convient pas; que s'il faut étudier un autre site hors d'Eupen, cela cause un problème de planning pour les Archives de l'État et l'école 'Pater Damian';
- l'architecte a indiqué que l'éventuelle ombre portée par le bâtiment dans le jardin des riverains ne serait que tôt le matin ; que le projet a été reculé (par rapport au projet de 2014) par rapport au mur de jardin des voisins à 5,00 m au lieu de 2,80 m et a proposé de végétaliser cet espace et le mur visible depuis les jardins des riverains“.

Die beanstandete Entscheidung enthält zudem die folgende Begründung:

„ Considérant que dans son rapport, le Collège Communal demande que le niveau de la toiture de l'extension soit descendu afin d'être au même niveau que la toiture de la cabine électrique existante, c'est-à-dire d'environ 1,8 m, que cette hauteur est proche de la hauteur d'un étage, que vu l'information donnée par la Régie des Bâtiments lors de la réunion de concertation, ça n'est pas envisageable;

Considérant que la nouvelle extension est 2,4 mètres plus haute que l'extension existante à rénover; que le programme projeté nécessite quatre étages; qu'une partie du bâtiment est déjà enterré mais qu'afin de rapprocher les gabarits, il conviendrait de descendre le niveau 280.53 du bâtiment d'un mètre; que la différence de hauteur de 1,4 mètre qui resterait entre l'extension nouvelle et l'ancienne est acceptable; que la hauteur de la nouvelle extension serait similaire à celle du nouveau bâtiment de l'école; que l'option architecturale du règlement serait préservée;

Considérant que la toiture plate est de même typologie que celle de l'extension à laquelle le projet s'accolle, ce qui permet de garder une harmonie entre ces bâtiments; que de plus, elle permet de réduire la hauteur de la nouvelle extension pour un volume utile maximalisé; que de nombreux bâtiments dans les environs immédiats présentent une toiture plate; que l'option architecturale du règlement n'est pas compromise;

[...]

Considérant que, par rapport aux jardins qu'elle surplombe, la nouvelle extension présente des hauteurs respectivement de 7,6 et 7 mètres, qu'il conviendra de baisser d'un mètre; que l'impact du projet sur l'ensoleillement des parcelles voisines sera moindre que celui des arbres existants qui seront abattus (voir à ce propos la photo 6a du reportage photographique de la situation actuelle et le dessin de la 'vue des jardins Kaperberg 10, 12 et 14' transmis avec le rapport du Collège et enregistré par mes services le 31/03/2015); que la distance qui sépare la nouvelle extension des habitations est d'environ 34 à 35 mètres; qu'est prévu, entre la façade et la limite de propriété, la plantation de trois arbres et que la façade va être végétalisée conformément à la proposition de la Régie des Bâtiments du 23.03.2015 jointe au rapport du Collège Communal; que l'impression d'enfermement dont il est fait état dans les réclamations sera très relative et atténuée par les mesures imposées“.

Die beantragte Genehmigung enthält außerdem verschiedene Bedingungen bezüglich der Höhe des Gebäudes, des Begrünens der sichtbaren Fassade und des Pflanzens von Bäumen.

Die beanstandete Entscheidung enthält somit eine besondere und ausreichende Begründung in Bezug auf die anlässlich der öffentlichen Untersuchung eingegangenen Beschwerden.

Was die erlaubte Höhe des Bauprojekts betrifft (b)

Wie aus den vorstehend unter Punkt a) wiedergegebenen Betrachtungen, die in der Präambel der angefochtenen Entscheidung enthalten sind, hervorgeht, enthält diese Entscheidung eine Darlegung der Gründe, weshalb das Gebäude eine gewisse Höhe haben muss.

So wird in der Präambel auf die Erklärungen der Gebäuderegie im Rahmen der Konzertierungsversammlung vom 18. März 2015 hingewiesen, in denen diese erläutert, dass „la forme et la hauteur du bâtiment résultent des contraintes inhérentes au site (la place restant entre les deux arbres remarquables et la rampe pour l'accès des véhicules d'incendie) et les besoins des Archives de l'État, qu'il n'est pas possible d'enterrer le bâtiment d'un niveau supplémentaire à cause de la présence d'eaux souterraines“.

Wie aus der beanstandeten Entscheidung hervorgeht, stützt sich diese zudem auf folgende Begründung:

„ Considérant que dans son rapport, le Collège Communal demande que le niveau de la toiture de l'extension soit descendu afin d'être au même niveau que la toiture de la cabine électrique existante, c'est-à-dire d'environ 1,8 m, que cette hauteur est proche de la hauteur d'un étage, que vu l'information donnée par la Régie des Bâtiments lors de la réunion de concertation, ça n'est pas envisageable;

Considérant que la nouvelle extension est 2,4 mètres plus haute que l'extension existante à rénover; que le programme projeté nécessite quatre étages; qu'une partie du bâtiment est déjà enterré mais qu'afin de rapprocher les gabarits, il conviendrait de descendre le niveau 280.53 du bâtiment d'un mètre; que la différence de hauteur de 1,4 mètre qui resterait entre l'extension nouvelle et l'ancienne est acceptable; que la hauteur de la nouvelle extension serait similaire à celle du nouveau bâtiment de l'école; que l'option architecturale du règlement serait préservé“.

Die beanstandete Entscheidung enthält somit eine besondere und ausreichende Begründung in Bezug auf die von den städtischen Behörden vorgeschlagene Reduzierung der Bauhöhe.

In dieser Motivierung bildet der Verweis auf die Höhe des Schulgebäudes kein an sich ausschlaggebendes Argument, so dass die Antwort auf die Frage der Angemessenheit des Vergleichs mit der Höhe des Schulgebäudes zur Beurteilung, ob die angefochtene Entscheidung eine besondere und ausreichende Begründung enthält, ebenso wenig ausschlaggebend sein kann.

Was die Vereinbarkeit mit Artikel 26 WGRSEE betrifft (c)

Laut Artikel 26 Absatz 2 WGRSEE können im Wohngebiet, welches hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmt ist, u.a. auch Gebäude und Einrichtungen für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Ausrüstungen zugelassen werden, insofern diese die Hauptbestimmung des Gebietes nicht in Gefahr bringen und mit der Nachbarschaft vereinbar sind.

Die Begründung des angefochtenen Rechtsaktes enthält folgende Feststellungen:

„ Considérant que la demande a pour objet la transformation et l’extension de bâtiments existants destinés à accueillir les Archives de l’Etat;

[...]

[...] que l'extension projetée ne déstructure aucunement le tissu bâti existant, mais s'inscrit au contraire dans la logique de développement de l'école voisine; que par ailleurs le projet est situé en périphérie du périmètre, la limite du périmètre d'application du règlement coïncidant avec la limite arrière de la parcelle cadastrale n° 23b; que le projet ne va pas à l'encontre d'une option urbanistique du règlement;

Considérant que le projet respecte les lignes de force du paysage caractérisé principalement par les bâtiments de l'école dans cette partie du terrain; que le caractère exceptionnel de la dérogation est justifié par le programme projeté qui est d'utilité publique;

[...]

[...] que l'impact du projet sur l'ensoleillement des parcelles voisines sera moindre que celui des arbres existants qui seront abattus (voir à ce propos la photo 6a du reportage photographique de la situation actuelle et le dessin de la 'vue des jardins Kaperberg 10, 12 et 14' transmis avec le rapport du Collège et enregistré par mes services le 31/03/2015); que la distance qui sépare la nouvelle extension des habitations est d'environ 34 à 35 mètres; qu'est prévu, entre la façade et la limite de propriété, la plantation de trois arbres et que la façade va être végétalisée conformément à la proposition de la Régie des Bâtiments du 23.03.2015 jointe au rapport du Collège Communal; que l'impression d'enfermement dont il est fait état dans les réclamations sera très relative et atténuée par les mesures imposées“.

Da das bestehende Gebäude bereits als Sitz eines Parlaments diene und somit kein Teil eines Wohngebiets war, und da das Gebäude dem Staatsarchiv, d.h.

einer friedlichen Aktivität, zukommen wird, ergibt sich aus der Entscheidung eine ausreichende Begründung derer Vereinbarkeit mit der allgemeinen Zweckbestimmung des betroffenen Gebiets als Wohngebiet und mit den städtebaulichen und architektonischen Zielsetzungen.

Die angefochtene Entscheidung enthält somit die von Artikel 26 Absatz 2 erforderte Begründung.

Was die Abweichungen von den Artikeln 395, 396 und 397 WGRSEE betrifft(d)

In der beanstandeten Entscheidung wird hervorgehoben, dass das strittige Bauvorhaben nicht der regionalen Städtebauordnung für das alte Zentrum von Eupen entspreche, und dass die beitretende Partei um eine Abweichung von den Ausführungsbestimmungen der Artikel 393 u.f. WGRSEE in Bezug auf die Höhe des Gebäudes, auf das Dach und auf die Bestimmungen bezüglich des Hof- und Gartenbereiches gebeten habe.

Das WGRSEE enthält folgende Bestimmungen (Buch V Titel I Kapitel XVII):

„Kapitel XVII – Für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende allgemeine Bauordnung

Art. 395. Fassaden

[...]

b) Fassadenhöhe

Die Gesims- und Firsthöhen müssen harmonisch auf diejenigen der Nachbargebäude abgestimmt sein. Die Dachfenster müssen mit der Fassadenarchitektur in Einklang stehen. Diese Bestimmungen gelten auch für Fassaden von Gebäuden, die hinter der Fluchtlinie der Nachbarfassaden liegen.

[...]

Art. 396. Dächer

Das Dach muss mit der Dachart der lokalen, traditionellen Gebäude im Einklang stehen.

[...]

Art. 397. Hof- und Gartenbereich

Der Hof- und Gartenbereich umliegender Häuserblocks wird durch die Ebene der rückwärtigen Hauptfassaden der bestehenden Gebäude abgegrenzt oder, falls die Tiefe der Hauptgebäude über 15 m beträgt, durch die parallel zu den Vorderfassaden-ebenen auf einer Distanz von 15 m errichteten senkrechten Ebenen. In diesem Hof- und Gartenbereich darf kein Neubau errichtet werden.

[...]“.

In Bezug auf mögliche Abweichungen von diesen Vorschriften enthält das WGRSEE folgende Bestimmungen:

„**Art. 113.** Insofern die geplanten Handlungen und Arbeiten das prägende Landschaftsbild entweder beachten, oder strukturieren, oder aber neu gestalten, kann eine Städtebaugenehmigung gewährt werden in Abweichung :

1. von den Vorschriften einer regionalen Städtebauordnung, [...], und zwar in einem Maße, das mit der allgemeinen Zweckbestimmung des betroffenen Gebiets und den städtebaulichen und architektonischen Zielsetzungen vereinbar ist;

[...]

Art. 114. Für jeden Genehmigungsantrag, der die Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts zur Folge hat, können ausnahmsweise eine oder mehrere Abweichungen bewilligt werden, insofern der Antrag vorab den besonderen, durch die Regierung festgelegten Bekanntmachungsmaßnahmen, sowie der in Artikel 4 Absatz 1 Nr. 3 erwähnten Konsultierung unterworfen wird.

Auf vorhergehendes Gutachten des beauftragten Beamten gewährt das Gemeindekollegium jede Abweichung, [...], außer wenn sich der Antrag auf die in Artikel 127 § 1 erwähnten Handlungen und Arbeiten bezieht.

In den anderen Fällen wird jede Abweichung von der Regierung oder dem beauftragten Beamten gewährt“.

Was die allgemeinen Anwendungsbestimmungen von Artikel 113 und 114 WGRSEE betrifft, nämlich dass die geplanten Handlungen und Arbeiten das prägende Landschaftsbild entweder beachten, oder strukturieren, oder aber neu gestalten, dass der Umfang der Abweichungen mit der allgemeinen Zweckbestimmung des betroffenen Gebiets und den städtebaulichen und architektonischen Zielsetzungen vereinbar ist, und dass es sich um eine ausnahmsweise erteilte Abweichung handelt, enthält folgender Teil der angefochtenen Städtebaugenehmigung die erforderliche Begründung:

„ [...] que le projet ne va pas à l'encontre d'une option urbanistique du règlement;

Considérant que le projet respecte les lignes de force du paysage caractérisé principalement par les bâtiments de l'école dans cette partie du terrain; que le caractère exceptionnel de la dérogation est justifié par le programme projeté qui est d'utilité publique;

Considérant que le projet préserve le bâtiment classé, et que les travaux de rénovation et d'extension prévus ne perturbent pas la lecture de ce bâtiment patrimonial;“.

Was insbesondere die Abweichung von der erlaubten Fassadenhöhe betrifft (Artikel 395 WGRSEE), enthält die beanstandete Entscheidung, wie unter a) und b) schon erwähnt worden ist, eine zulässige und ausreichende Begründung.

In Bezug auf das Dach des Gebäudes (Artikel 396 WGRSEE) weist die beanstandete Entscheidung insbesondere auf Folgendes hin : „Considérant que la toiture plate est de même typologie que celle de l'extension à laquelle le projet

s'accolle, ce qui permet de garder une harmonie entre ces bâtiments; que de plus, elle permet de réduire la hauteur de la nouvelle extension pour un volume utile maximalisé; que de nombreux bâtiments dans les environs immédiats présentent une toiture plate; que l'option architecturale du règlement n'est pas compromise“.

Auch diese Motivierung entspricht den rechtlichen Erfordernissen.

Die beanstandete Entscheidung enthält somit eine den Artikeln 113 und 114 WGRSEE entsprechende besondere Begründung, was die genehmigten Abweichungen von Artikel 395 WGRSEE (Höhe der Fassaden) und 396 WGRSEE (Dach) betrifft.

Der strittige Bauantrag enthält ebenfalls einen Antrag auf Abweichung von Artikel 397 WGRSEE, der wie folgt lautet:

„ Der Hof- und Gartenbereich umliegender Häuserblocks wird durch die Ebene der rückwärtigen Hauptfassaden der bestehenden Gebäude abgegrenzt oder, falls die Tiefe der Hauptgebäude über 15 Meter beträgt, durch die parallel zu den Vorderfassaden-ebenen auf einer Distanz von 15 Meter errichteten senkrechten Ebenen.
In diesem Hof- und Gartenbereich darf kein Neubau errichtet werden.
[...]“.

Wie aus der authentischen französischen Fassung des Artikels 397 Absatz 1 WGRSEE hervorgeht, findet diese Bestimmung lediglich Anwendung auf den Hof- und Gartenbereich der „îlots bâtis sur leur pourtour“ (Hof- und Gartenbereich „umliegender Häuserblocks“).

Die beanstandete Entscheidung hält in ihrer Präambel hierzu fest:

„ Considérant que le règlement général relatif aux zones protégées de certaines communes en matière d’urbanisme a pour objectif de préserver les jardins des îlots bâtis sur leur pourtour; que les lieux ne se présentent pas sous la forme d’un îlot bâti sur son pourtour [...]“.

Tatsächlich geht aus den Unterlagen hervor, dass im vorliegenden Fall der Hof- und Gartenbereich nicht in seinem ganzen Umfang bebaut ist.

Daraus folgt, dass Artikel 397 Absatz 1 des WGRSEE auf den strittigen Bauantrag keine Anwendung findet, sodass Absatz 2 des gleichen Artikels, dem zufolge im Hof- und Gartenbereich kein Neubau errichtet werden darf, ebenfalls nicht zur Anwendung kommt.

Da die Vorschrift in Bezug auf den Hof- und Gartenbereich im vorliegenden Fall keine Anwendung findet, ist der Antrag auf Abweichung von dieser Vorschrift also gegenstandslos, so dass auch keine besondere Begründung diesbezüglich erforderlich ist.

Was das Nicht-Einholen einer vorherigen Städtebaubescheinigung Nr. 2 betrifft

Aus Artikel 150bis § 2 WGRSEE geht hervor, dass die Städtebaubescheinigung Nr. 2 eine Bewertung des Gemeinderats und des beauftragten Beamten über die Durchführbarkeit eines Bauprojekts ist. Die vorherige Einholung einer solchen Auskunft ist nicht obligatorisch. Die Tatsache, dass die beietretende Partei keine vorherige Städtebaubescheinigung Nr. 2 beantragt hat, kann nicht zur Nichtigkeitklärung der angefochtenen Entscheidung führen. Auch in diesem Masse sind der erste und der zweite Klagegrund zu verwerfen.

Der erste und der zweite Klagegrund sind nicht begründet.

V. Dritter Klagegrund

V.1. Standpunkt der Kläger

Die Kläger behaupten, dass die *ratio legis* von Artikel 397 WGRSEE darin liege, dass in einer städtischen Wohnzone Höfe und Gärten nicht noch zusätzlich mit neuen Gebäuden zugestastert werden sollten, sondern als Grün- und „Sauerstofffläche“ den rundumliegenden städtischen Wohnungen dienen sollten. Sie vertreten die Auffassung, dass die Erwägungen in der Präambel der beanstandeten Entscheidung die Bestimmung dieses Artikels dergestalt pervertierten, dass der Wortlaut und die *ratio legis* dieses Artikels missachtet worden seien.

In ihrem letzten Schriftsatz stellen die Kläger fest, dass laut dem Auditoratsbericht überhaupt keine Abweichung von Artikel 397 WGRSEE notwendig sei, obwohl die beietretende Partei selbst eine Abweichung von dieser Bestimmung beantragt habe. Die beietretende Partei sei zu Recht davon ausgegangen, dass das Bauvorhaben als im Kontext eines umliegenden Häuserblocks im Sinne des Artikels 397 WGRSEE zu betrachten sei. Die Schulgebäude des Pater-Damians Institutes im hinteren Bereich und die Gebäude des alten Parlamentsgebäudes auf der anderen Seite könnten sehr wohl auch als Häuserblocks betrachtet werden, die ihren Garten und Parkbereich in dieselbe Richtung entfalten, wie das jetzt zur

Errichtung geplante neue Gebäude des Staatsarchivs. Artikel 397 WGRSEE sei deshalb auf das vorliegende Bauvorhaben anwendbar.

V.2. Beurteilung

Wie bei der Beurteilung des ersten und des zweiten Klagegrunds dargelegt worden ist, ist Artikel 397 WGRSEE im vorliegenden Fall nicht anwendbar, da der Hof- und Gartenbereich nicht in seinem ganzen Umfang bebaut ist und somit keinen Hof- und Gartenbereich umliegender Häuserblocks im Sinne dieser Bestimmung darstellt.

Der dritte Klagegrund ist infolgedessen unbegründet.

VI. Neuer im letzten Schriftsatz der Kläger vorgebrachter Klagegrund

VI.1. Standpunkt der Kläger

In ihrem letzten Schriftsatz tragen die Kläger vor, die angefochtene Entscheidung missachte das ministerielle Rundschreiben vom 14. November 2008 „relative à la protection des arbres et haies remarquables, à la plantation d’essences régionales en zone rurale et aux plantations au sein d’un dispositif d’isolement“, in dem unter Titel 1 Absatz b zu lesen sei, dass unter Berücksichtigung der Artikel 266 und folgende WGRSEE kein neues Gebäude bzw. keine neue Installierung vorzusehen sei, das bzw. die den Mindestabstand von fünf Metern ab Ende der Baumkrone nicht einhalten würde „sauf due motivation“. Aus den genehmigten Plänen gehe hervor, dass die schützenswerte Ulme eine Baumkrone aufweist, die bis vier Meter an das neue Bauwerk heranreicht. Eine besondere Begründung sei diesbezüglich in der angefochtenen Entscheidung nicht enthalten.

VI.2. Beurteilung

Dieser Klagegrund wurde erst im letzten Schriftsatz der Kläger vorgetragen, obwohl er bereits in der Nichtigkeitsklage hätte angeführt werden können.

Dieser Klagegrund ist spätzeitig und deshalb unzulässig.

VII. Verfahrensschädigung

Die beklagte Partei beantragt eine Verfahrensschädigung von 800 Euro zu Lasten der Kläger. Da dieser Betrag niedriger ist als der Betrag, der normalerweise als Verfahrensschädigung zugesprochen wird, wenn, wie im vorliegenden Fall, neben der Nichtigkeitsklage auch ein Aussetzungsantrag eingereicht wird, ist dieser Forderung stattzugeben.

AUS DIESEN GRÜNDEN ENTSCHEIDET DER STAATSRAT :

Artikel 1

Die Nichtigkeitsklage wird abgewiesen.

Artikel 2

Eine Verfahrensschädigung von 800 Euro wird der beklagten Partei zu Lasten der Kläger zugeteilt.

Die Kosten werden zu Lasten der Kläger in Höhe von 800 Euro und zu Lasten der beitretenden Partei in Höhe von 150 Euro gelegt.

Verkündet in Brüssel in öffentlicher Sitzung der Kammer Vbis am vierten September zweitausendachtzehn von :

Jeroen VAN NIEUWENHOVE,	Staatsrat, stellvertretender Präsident,
Wouter PAS,	Staatsrat,
Wanda VOGEL,	Staatsrat,
Vanessa WIAME,	Greffier.

Der Greffier,

Der Präsident,

Vanessa WIAME.

Jeroen VAN NIEUWENHOVE.